

Les crises politiques récentes en Argentine

Paul-Yves Denis

Volume 3, numéro 1, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700170ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700170ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Denis, P.-Y. (1972). Les crises politiques récentes en Argentine. *Études internationales*, 3(1), 81–84. <https://doi.org/10.7202/700170ar>

NOTES ET DOCUMENTATION

LES CRISES POLITIQUES RÉCENTES EN ARGENTINE

par Paul-Yves DENIS *

L'Argentine a connu en 1969, 1970 et 1971 des années agitées. Dès la fin de 1968, les signes d'une certaine lassitude de l'opinion publique étaient perceptibles. Chez les classes populaires et moyennes, on commençait à ressentir le poids des mesures d'austérité imposées par un programme économique axé sur la défense de la monnaie et l'ouverture aux capitaux étrangers, ne disposant d'aucune voie légale d'expression et surtout de participation au pouvoir à quelque niveau que ce soit.

Il faut, pour saisir l'importance des événements qui ont secoué l'Argentine durant cette période, avoir présent à la mémoire le sens politique fondamental du coup d'État de 1966. Le 8 mai 1966, à Buenos Aires, par « l'Acte de la Révolution argentine » la junta des commandants en chef destituait le président Illía, dissolvait le Congrès national et les partis, et mettait en vigueur le « Statut de la Révolution argentine ». On attribuait alors au président désigné de la Nation, le lieutenant-général Juan Carlos Onganía, le pouvoir exécutif, toutes les compétences du législatif et la désignation des gouverneurs de province. Depuis son investiture, le président avait déclaré à plusieurs reprises que « le pays ne reviendrait aux institutions démocratiques normales qu'après la remise en ordre de la situation économique et sociale ». Ses dernières déclarations où il faisait part aux chefs militaires de sa vision d'une société argentine intégrée, dont le processus nécessiterait de 10 à 20 ans avant le retour aux élections, lui auront sans doute coûté le pouvoir et la destitution.

En 1966, l'Armée, garante de l'ordre, a agi par peur de l'essor d'un mouvement populaire favorisé par les libertés démocratiques que maintenait le président Illía. On craignait une éventuelle alliance néo-péroniste (petite et moyenne bourgeoisie urbaine et rurale) et péroniste (ouvriers). La Révolution argentine a bénéficié à la fois de l'appui des conservateurs attachés aux formes de l'économie libérale traditionnelle et du soutien des technocrates civils et militaires. Avec l'armée au pouvoir, réapparaît le nationalisme autoritaire et conservateur de droite, légèrement teinté d'intégrisme. Pendant que le gouvernement hésite entre différents styles : corporatiste, de participation (à travers le réseau des associations) sans dénicher de formule politique claire, les masses populaires non intégrées et exclues de facto de la vie politique nationale depuis 1955, commencent à s'impatienter. Le mouvement syndical se scinde alors en deux blocs : une fraction dite « collaborationniste », néo-péroniste à la tête de laquelle on retrouvait Augusto Vendor et Jose Alonzo, tous deux assassinés depuis, et une fraction dite « rebelle », péroniste, et menée par Raimondo Ongaro.

Parallèlement, l'Église argentine est en crise, et celle-ci se manifeste par de nombreuses contestations et démissions de prêtres, notamment à Rosario. Sauf dans quelques cas, la lutte oppose le haut et le bas clergé. À l'université, la Fédération universitaire argentine est dissoute et la loi du 24 avril 1967 a pour but de dépolitiser l'université et de rendre l'ensei-

* *Professeur agrégé au Département de géographie à l'Université Laval.*

nement plus efficace. Il faut, disait le secrétaire d'État à l'Éducation nationale, « mettre la jeunesse à l'abri d'un plan communiste visant toute l'Amérique latine ». La loi n'a pas suscité de réaction notable de la part des étudiants. Seule la revue catholique *Criterio* accuse le gouvernement de vouloir substituer sa politique et son idéologie à celles des universitaires, de changer un sectarisme par un autre, une forme de « caudillisme » par une autre...

La guérilla ne réussit pas à s'implanter faute de conditions écologiques et sociales favorables dans les campagnes autant que de support idéologique et de programme cohérent. En Argentine où le taux d'urbanisation est élevé depuis fort longtemps, c'est dans les villes que se décide le sort d'un régime. La classe moyenne nombreuse et active y pèse d'un poids considérable à côté des masses ouvrières concentrées en certains points.

Il n'en existe pas moins une opposition vaste et hétérogène qui amplifie et oriente le mécontentement de la population. Dans la première moitié de 1969, la C.G.T. « rebelle » se fait l'écho des actions revendicatrices. Mais, c'est à l'intérieur du pays que le malaise est le plus évident. En effet, la suppression des structures politiques provinciales au profit de délégués nommés par Buenos Aires et souvent militaires, prive les populations de l'intérieur de leurs moyens de pression traditionnels. Rosario, Córdoba et Tucumán sont les foyers névralgiques du mécontentement qui se traduit par la réussite de trois journées de grève générale (30 mai, 1^{er} juillet, 27 août). Le sang coule au cours du mai argentin marqué par une conjonction des mouvements étudiants et ouvriers soutenue par la petite bourgeoisie ; ce qui oblige le président à proclamer l'état de siège. Évidemment, la visite de M. Rockefeller (19 juin-1^{er} juillet) n'arrange rien et sert de prétexte à une nouvelle flambée de révolte populaire.

La réaction du président Onganía vise à assurer l'ordre et à châtier les responsables (déportés en Patagonie). Il annonce son intention de faire participer les masses ouvrières par l'intermédiaire d'une action syndicale unie et vraiment représentative. Il remplace également cinq ministres dont Adalberto Krieger Vasena, animateur de la politique économique libérale, par M. Dagnino Pastore, un technocrate de la planification indicative. Les commandants en chef des trois armées ne sont pas affectés par ce changement et le général Lanusse affermit ses positions. Après les échauffourées de Rosario, le gouvernement décide de prendre des mesures énergiques pour vaincre la C.G.T. L'année s'achève alors dans un climat de relative tranquillité. Les récoltes sont bonnes, l'industrie fonctionne à plein et la situation économique est excellente. Le programme de stabilisation a porté fruit en réduisant le taux d'inflation à moins de 10% en 1968 et en 1969 (6.7%). Toutefois, l'image du général Onganía a été fortement marquée par les événements et le personnalisme et l'autorité dont sa politique est imprégnée sont passés de mode. Durant toute la première partie de l'année 1970, c'est un véritable dialogue de sourds qui s'engage entre le gouvernement et le peuple, ou plutôt il semble que le gouvernement soliloque. La confiance envers le gouvernement déjà fortement éprouvée par les violentes grèves de Córdoba et des autres grandes villes est sapée à la base par l'augmentation rapide du coût de la vie que M. Dagnino Pastore ne réussit pas à contrôler. L'enlèvement suivi de l'assassinat de l'ancien président Pedro E. Aramburu de même que certaines accusations portées contre le gouvernement constituèrent le détonateur qui précipita la crise. Sommé de s'expliquer par les chefs militaires, le président Onganía leur sert un exposé brumeux teinté de messianisme, dans lequel il fait allusion à un éventuel retour aux élections dans dix ou vingt ans. À ceux qui lui réclament un plan politique débouchant sur une démocratie républicaine à court terme, le président Onganía oppose un non catégorique. Il n'en fallait pas plus pour que les commandants des trois armées lui signifient l'ultimatum suivant : accepter les indications ou renoncer. Comme il l'avait fait antérieurement dans le cas des généraux Pistarini et Alsogaray, le président Onganía destitue les chefs militaires et ceux-ci le destituent à leur tour le 8 juin 1970. Forcé de quitter la Casa Rosada, le président Onganía n'eut guère d'autre choix que celui de renoncer à sa charge.

Le triumvirat (Lanusse, Gnani et Rey) désigne alors comme successeur un inconnu sur le plan politique en la personne de l'attaché militaire de l'Argentine à Washington, le général Roberto Marcelo Levingston. Le cabinet qu'on choisira par la suite s'appuiera sur trois personnalités, M. Carlos Moyano Llerena à l'Économie, le brigadier Eduardo McLoughlin à l'Intérieur et M. Luis Maria de Pablo Pardo au Secrétariat d'État. Dès son investiture, M.

Moyano Llerena manifeste son désir ferme de retourner aux principes économiques chers à M. Krieger Vasena, fondés sur le gel des prix et des salaires et l'encouragement aux investissements étrangers. Un de ses tous premiers gestes consiste à dévaluer de 12.5% un peso argentin qui ne semblait pas en si mauvaise santé. Cette dévaluation-surprise qui faisait passer le « peso lourd » de 3.5 à 4 au dollar É.-U. fut d'autant plus mal reçue qu'en nombreux milieux on ne la croyait nullement nécessaire. Il semble que le gouvernement ait voulu poser là un geste identique à celui posé par le président Onganía en 1966 lorsqu'il dévalua l'ancien peso de 278 à 350 au dollar É.-U., afin de s'octroyer une marge de sécurité de 6 à 8 mois avant que de nouvelles pressions inflationnistes ne se manifestent à nouveau contre le peso. Quelles qu'en aient été les raisons, cette dévaluation devait avoir à court terme des effets bénéfiques sur l'augmentation des revenus et la croissance des exportations ; elle devait en conséquence permettre d'arrondir une balance commerciale déjà nettement favorisée par les sévères restrictions aux importations. Ce ne fut toutefois pas suffisant pour s'assurer l'appui d'une population qui assistait, impuissante à l'érosion soutenue de ses revenus.

Si l'on devait, en principe, s'en remettre à la bonne foi des militaires, l'installation dans le fauteuil présidentiel du général Levingston aurait dû constituer un pas en vue du rétablissement du système démocratique en moins de deux à trois ans. Que penser, d'autre part, des consultations menées par le général Levingston auprès des anciens présidents à l'exception de Perón ? A-t-on voulu esquisser une tentative de rapprochement avec certaines formations politiques ou a-t-on voulu simplement gagner du temps ? Pendant que les anciens présidents Illía et Onganía se récusaient, l'ex-président Frondizi en profitait pour déclarer que le retour au système électoral devrait être précédé d'un changement dans la politique socio-économique du gouvernement et de la structuration d'un puissant mouvement national et populaire incluant les péronistes et les autres groupes politiques qui préconisent un développement économique accéléré et autonome.

L'Argentine avait atteint un degré certain de stabilité économique au cours des dernières années, grâce à une balance commerciale largement favorable, mais jusqu'à quel point ceci a-t-il été réalisé aux dépens d'une situation sociale en proie à un profond malaise ? La hausse des prix consécutive à la dévaluation du 18 juin 1970 a suscité des mouvements d'impatience et une certaine disponibilité en faveur de la contestation qu'a su exploiter à diverses reprises et avec un relatif succès le terrorisme toujours à la recherche d'un appui populaire. Au cours de l'année 1970, l'augmentation du coût de la vie a de nouveau doublé le cap des 20%. En face de la baisse du pouvoir d'achat, la petite et la moyenne industrie sont menacées d'asphyxie.

Les démissions du brigadier Eduardo McLoughlin et du Dr Moyano Llerena avaient mis, semble-t-il, un terme à l'expérience idéaliste du gouvernement Levingston qui visait à regrouper des représentants de tendances politiques différentes. Au moment de remettre sa démission, l'ex-ministre de l'Économie souligna l'état d'affaiblissement du gouvernement par les ambiguïtés et les contradictions internes de sa politique de développement. Son successeur, l'économiste de tendance structuraliste bien connu dans les milieux argentins, Aldo Ferrer, préconisait, pour sa part, une politique « désarrolliste » (développement économique sans contraintes monétaires) afin de réduire les pressions inflationnistes.

Malgré les efforts répétés du général Levingston pour se façonner une image de conciliateur populaire, le mécontentement a continué à s'intensifier d'octobre 1970 à mars 1971. Outre l'offensive péroniste dirigée à la fois sur les fronts politique et syndical et alimentée par les déclarations incendiaires du « grand exilé », des groupes de guérilla urbaine s'inspirant des principes et des tactiques des Tupamaros uruguayens ont commencé à faire sentir leur présence par diverses opérations.

Sans doute excédé par le contrôle sévère dont il était l'objet de la part du triumvirat Lanusse-Rey-Gnavi depuis sa nomination à la présidence et assurément mal inspiré ou mal conseillé, le général Levingston a cru, le 23 mars 1971, qu'il avait acquis assez de pouvoir personnel pour se débarrasser de la tutelle de la junte et affronter directement l'éminence grise de la révolution, le général Alejandro Lanusse, qu'il tenait responsable des troubles survenus à Córdoba, les jours précédents. Ce faisant, il répétait là la même erreur que son

prédécesseur, le général Juan Carlos Onganía. Mal lui en prit, car aussitôt destitué, le général Lanusse n'eût besoin que de quelques heures pour s'assurer l'appui des trois armes et renverser à son tour celui qui avait posé cet acte téméraire.

Libéral en politique, mais nationaliste dans le domaine économique et progressiste en matière sociale (c'est ainsi qu'il se définit lui-même), le général Lanusse n'aura pas la partie facile dans son rôle de « président de transition ». Conscient de la solitude dans laquelle s'est enfermé le gouvernement depuis 1966, il a donc lancé un appel à la réconciliation nationale et une invitation, taxée d'audacieuse, à Perón et au péronisme, qui s'inscrit dans une perspective logique d'intégration du mouvement péroniste à la vie politique, mais cette fois, avec l'accord de l'ex-dictateur et non pas sans lui (péronisme sans Perón) comme on l'envisageait antérieurement. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Arturo Mor Roig, l'a clairement laissé entendre lorsqu'il a déclaré que Perón pouvait seul décider de son retour. Comme condition préalable, le représentant local de Perón, Jorge Daniel Paladino a insisté pour que la date des élections présidentielles soit établie dans un délai ne dépassant pas dix-huit mois.

Les réformes électorales envisagées pourraient prévoir un mandat présidentiel écourté à 4 ans, un système d'élection présidentielle par voie directe (le système actuel s'inspire du modèle américain). De leur côté, les péronistes convaincus du succès de leur candidat insistent pour obtenir le système français à double ballottage.

Entre temps, les problèmes d'ordre politique et économique se font plus pressants. Il s'agit bien sûr de phénomènes hérités, mais dont l'accumulation suscite l'impatience des diverses couches de la société. Pour le premier trimestre de l'année 1971, les prix au consommateur ont augmenté de 11% et la balance commerciale accuse un déficit de près de \$100 millions de dollars. Par ailleurs, les réserves sont à peine supérieures à \$300 millions de dollars alors qu'elles dépassaient le milliard en 1968. Écartelée entre la tendance libérale préconisant une économie ouverte, défendue par l'ex-ministre de l'économie Aldo Ferrer, et une option nationaliste et socialiste, le gouvernement a approuvé le Plan national de développement qui préconise une augmentation de salaire de l'ordre de 30% et assure, en principe, un rythme de croissance économique de 7% et une augmentation réelle des salaires de 5.5%. En avril, mai et juillet dernier, il a dû en outre opérer trois légères dévaluations de 1%, 2% à 3% respectivement qui ont porté le peso de 4 à 4.20 pour un dollar.

D'autre part, l'enlèvement du consul britannique à Rosario, Stanley Sylvester, et sa libération contre un certain nombre de garanties sociales obtenues de la compagnie *Swift* ont mis en évidence l'expansion de la guérilla urbaine face à laquelle militaires et policiers se trouvent passablement démunis. Quatre groupes (*Montoneros*, *Ejército Revolucionario del Pueblo*, *Fuerzas Armadas Revelocionarias* et *Fuerzas Armadas Peronistas*) se partagent les quelques 330 vols de banque et attentats à main armée de même que les trois enlèvements et les trois assassinats politiques survenus de mai 1969 à mai 1971.

Profitant de sa situation privilégiée, Perón, toujours aussi populaire auprès des masses, encourage ouvertement les coups de mains de ceux qu'il appelle avec sympathie *los muchachos revolucionarios* et contribue à rendre plus problématique au consensus national. Entre temps, grèves sauvages et attentats sont devenus des événements presque quotidiens dans les grandes villes de l'Argentine, et plus particulièrement à Córdoba.

S'il n'est pas exclu qu'un certain nombre de militaires argentins rêvent de rentrer dans leur caserne et de rendre aux civils un pouvoir qu'ils trouvent de plus en plus contraignant, le président Lanusse n'ignore pas que la majorité des militaires qu'il représente ne sont guère prêts à s'accommoder de la situation qu'ils ont connue en 1966. On devra donc s'attendre à ce que le général Lanusse, de concert avec les officiers supérieurs des trois armes qui l'appuient exige que les partis se réorganisent sous une bannière démocratique bien définie et qu'ils fournissent par la même occasion à des éléments plus jeunes la possibilité de se substituer progressivement aux figures politiques traditionnelles. Les militaires sont définitivement engagés dans une course contre la montre qui consiste, d'ici l'éventuelle remise des pouvoirs aux civils, à surmonter une crise sociale en apparence irréversible, tout en évitant les mesures répressives que risquerait d'entraîner tout durcissement de leur position.